

Département de
Meurthe & Moselle

Arrondissement de
BRIEY

Conseillers en
Exercice : 27

Convoqué le :
28 juin 2007

Affiché le :
9 juillet 2007

L'an deux mille sept, le jeudi 5 juillet à dix neuf heures trente, le conseil municipal de BRIEY, légalement convoqué, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Guy VATTIER, Maire, Président de la Communauté de Communes.

Présents : Guy VATTIER, François DIETSCH, Roland LEPLOMB, Jean WOJDACKI, Vincente FERRY, Dominique DE MICHELI, Elisabeth BARTH, Martine BELLARIA, Jean-Marc DUPONT, Catherine ENGELMANN, Didier GALOIS, Danièle KOWALEWSKI, Jacques MIANO, Marie-Louise MUZZARELLI, Jean-Claude GABRIEL, Claudine VUILLET.

Absents excusés :

Eliane SCHIAVI donne procuration de vote à Roland LEPLOMB

Delphine BRAUN donne procuration de vote à Jean-Marc DUPONT

René VICARI donne procuration de vote à Jacques MIANO

Françoise BRUNETTI donne procuration de vote à Guy VATTIER

Odette LEONARD donne procuration de vote à Dominique DE MICHELI

Denis SPATARO donne procuration de vote à Vincente FERRY

Colette MICHAUX-SCHAFHAUSER donne procuration de vote à Claudine VUILLET

Elisabeth CHONE donne procuration de vote à François DIETSCH

Denis VANTINI donne procuration de vote à Jean WOJDACKI

David ROSE donne procuration à Didier GALOIS

Absent : Michel CAUSIN

Secrétaire de séance : Catherine ENGELMANN



MOTION DE SOUTIEN EN FAVEUR DE LA CONSERVATION EN L'ETAT DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE BRIEY ET DE L'ENSEMBLE DES JURIDICTIONS DU PAYS HAUT

Le conseil municipal approuve à l'unanimité la motion de soutien en faveur de la conservation en l'état du Tribunal de Grande Instance de Briey et de l'ensemble des juridictions du Pays-Haut et souhaite par la présente motion :

- **S'ASSOCIER** aux Avocats du Barreau de Briey et à leur Bâtonnier, Maître Pierre LACROIX dans leur mouvement de grève contre une éventuelle fermeture ou délocalisation du Tribunal de Grande Instance de Briey et d'autres juridictions du Pays-Haut,
- **DIRE** à Madame le Garde des Sceaux **l'impérieuse nécessité de conserver en l'Etat le TGI de Briey et l'ensemble des juridictions du Pays-Haut**,
- **SOULIGNER** à cet effet, la qualité du service de **PROXIMITE** rendu par ces juridictions et avocats aux justiciables de l'Arrondissement Nord,
- **SOULIGNER** par ailleurs, les difficultés supplémentaires que lesdits justiciables rencontreraient inévitablement s'ils devaient se rendre à Nancy pour que justice leur soit rendue,
- **SOULIGNER** enfin qu'une réforme de la carte judiciaire qui aboutirait à des fermetures sur ce territoire aurait des conséquences graves sur l'économie d'un bassin qui a déjà eu à subir dans le passé de nombreuses épreuves.
- **PRENDRE ACTE** des déclarations de Madame le Garde des Sceaux relatives à la **CONCERTATION** préalable à toute réforme de la carte judiciaire,
- **DEMANDER** dès lors que cette concertation s'ouvre aux collectivités territoriales de l'ensemble de l'arrondissement ainsi qu'à tous les organismes et associations (médiation pénale et autres) nécessairement concernés par cette réforme,
- **DEMANDER à cet effet à Monsieur le Bâtonnier de Briey de transmettre à l'occasion de ses prochains entretiens avec les hauts responsables impliqués dans cette réforme la présente motion signée par l'ensemble des conseillers municipaux ayant votés en sa faveur**

01 - PRESENTATION DE LA 4^{ème} JOURNEE DU PROGRES ET DE L'INNOVATION DE LA SOVAB

Depuis quatre ans, la SOVAB organise « la journée du progrès et de l'innovation » dont le but est de mettre en valeur un groupe de travail qui, au travers d'une ou de plusieurs réalisations, s'est illustré et a permis à l'entité de progresser en matière de qualité, de sécurité, d'organisation, de coûts, d'accueil du public.

La Ville de Briey a participé aux trois éditions précédentes en présentant :

- en 2004 le Chantier d'Insertion sur la réhabilitation des chemins et terrasses,
- en 2005 la manifestation Impressions d'Architecture – Salon du Livre d'Architecture,
- en 2006 l'opération « Ado Troc ».

A l'occasion de la 4^{ème} journée qui s'est déroulée le samedi 23 juin 2007, la Ville a présenté le dossier qui lui a permis de remporter le 2^{ème} prix de *Ville Ludique* dans la catégorie des villes de moins de 10 000 habitants à l'occasion du dernier salon des maires à PARIS. Ce prix récompensait la politique d'aménagement de la Ville en matière d'équipements d'aires de jeux et multisports pour les enfants et les adolescents.

Le conseil municipal, à l'unanimité :

- **PREND CONNAISSANCE** du dossier présenté à l'occasion de cette 4^{ème} journée du Progrès et de l'Innovation de la SOVAB.

02 - RAPPORT FINANCIER 2006 DE MEURTHE-ET-MOSELLE HABITAT

Conformément au décret n° 93-570 du 27 mars 1993, en application de l'article 13 de la loi du 6 février 1992, la direction financière de Meurthe-et-Moselle Habitat sise à NANCY a fait parvenir en Mairie les documents afférents au compte financier 2006 de Meurthe-et-Moselle Habitat : bilan, compte de résultat et annexe.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le rapport financier 2006 de Meurthe-et-Moselle Habitat, consultable à la Direction Générale des Services,

Le conseil municipal à l'unanimité :

- **PREND CONNAISSANCE** du rapport financier de l'année 2006 de Meurthe-et-Moselle Habitat.

03 - RAPPORT FINANCIER 2006 DE PRESENCE HABITAT

Conformément aux articles L 2313-1, L 2313-1-1 et L 5211-36 du Code Général des Collectivités Territoriales, la direction générale de Présence Habitat sise à METZ, rue Clotilde Aubertin a fait parvenir en Mairie le rapport général des commissaires aux comptes sur l'exercice 2006, le bilan, le compte de résultat et les annexes.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le rapport financier 2006 de Présence Habitat, consultable à la Direction Générale des Services,

Le conseil municipal, à l'unanimité :

- **PREND CONNAISSANCE** du rapport financier de l'année 2006 de Présence Habitat.

04 - RAPPORT DU DELEGATAIRE POUR L'EXERCICE 2006 SUR LA GESTION DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU

Le centre opérationnel de Metz de VEOLIA Eau a fait parvenir le 29 mai, conformément à la loi ci-dessous citée, le rapport du délégataire sur la gestion du service public de l'eau – exercice 2006.

Ce rapport, consultable à la Direction Générale des Services, a été établi pour répondre aux obligations introduites par l'article 2 de la loi n° 95-127 du 8 février 1995, appelée loi « Mazeaud » relative aux délégations de services publics, complétée par les décrets 2000-318 du 7 avril 2000 et 2005-236 du 14 mars 2005 modifiant le Code Général des Collectivités Territoriales.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU la loi n° 95-127 du 8 février 1995 complétée par le décret 2005-236 du 14 mars 2005,
VU le rapport sur la gestion du service public de l'eau – exercice 2006 de VEOLIA Eau, région Est,

Le conseil municipal à l'unanimité :

- **PREND CONNAISSANCE** du rapport du délégataire pour l'exercice 2006 sur la gestion du service public de l'eau.

05 - RAPPORT D'ACTIVITE 2006 DE LA CONCESSION DE GAZ NATUREL

La Direction de Gaz de France Lorraine Trois Frontières a fait parvenir le 24 mai, conformément à la loi ci-dessous citée, le rapport du délégataire sur l'exploitation du service public de la distribution du gaz naturel – exercice 2006.

Ce rapport, consultable à la Direction Générale des Services, a été établi pour répondre aux obligations introduites par l'article 2 de la loi n° 95-127 du 8 février 1995, appelée loi « Mazeaud » relative aux délégations de services publics, complétée par les décrets 2000-318 du 7 avril 2000 et 2005-236 du 14 mars 2005 modifiant le Code Général des Collectivités Territoriales.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU la loi n° 95-127 du 8 février 1995 complétée par le décret 2005-236 du 14 mars 2005,
VU le rapport sur l'exploitation du service public de la distribution du gaz naturel – exercice 2006, présenté par Gaz de France,

Le conseil municipal, à l'unanimité :

- **PREND CONNAISSANCE** du rapport sur l'exploitation du service public de la distribution du gaz naturel – exercice 2006.

06 - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS

Il convient de modifier le tableau des emplois de la Ville de Briey comme suit :

- Création d'un poste de gardien de police municipale au 1^{er} janvier 2008.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU l'avis favorable du Comité Technique Paritaire en date du 5 juillet 2007,

Le conseil municipal, à l'unanimité :

- **APPROUVE** la modification du tableau des emplois comme indiqué ci-dessus.

07 - REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DEPLACEMENT ET DE SEJOUR

Les conditions d'indemnisation des fonctionnaires, agents publics territoriaux et élus des collectivités territoriales ou de leurs groupements, résultant des déplacements professionnels qu'ils sont amenés à effectuer, ainsi que toute personne dont les frais de déplacements temporaires sont à la charge des budgets de ces collectivités et établissements, sont fixées par les décrets n° 90-437 du 28 mai 1990, n° 2000-928 du 22 septembre 2000, n° 2001-654 du 19 juillet 2001, modifié par le décret n° 2007-23 du 5 janvier 2007, n° 2006-781 du 3 juillet 2006, avec des pièces justificatives prévues et fixées par la circulaire interministérielle n° CD – 0273 du 19 février 2007 puis le décret n° 2007-450 du 25 mars 2007 (notamment les rubriques 218 et 322).

Ainsi, **les agents de la Ville de Briey** seront indemnisés de leurs frais de déplacement **sur le territoire métropolitain** selon les modalités suivantes :

- **établissement d'un ordre de mission,**
- **remboursement des frais de restauration** : sur la base d'un forfait défini par la réglementation en vigueur. L'indemnité de repas sera allouée lorsque l'agent se trouve en mission pendant la totalité de la période comprise entre onze heures et quatorze heures pour le repas de midi et pendant la totalité de la période comprise entre dix-huit heures et vingt et une heures, pour le repas du soir.
- **remboursement des frais d'hébergement** : sur présentation des justificatifs et selon la réglementation en vigueur. L'indemnité de nuitée sera allouée lorsque l'agent se trouve en mission pendant la totalité de la période comprise entre zéro heure et cinq heures, pour la chambre et le petit déjeuner.
- **achat des titres de transport** commandés par l'intermédiaire de la Ville de Briey auprès de la société titulaire du marché s'il y a lieu concernant la fourniture des titres de transport.
- **remboursement des frais de déplacement en utilisant un véhicule personnel** à défaut d'utilisation **autorisée** d'un véhicule de service ou de fonction : sur la base de l'indemnité kilométrique prévue par les textes susvisés et revalorisée par l'arrêté ministériel du 3 juillet 2006,
- Les **remboursements des frais de parking** en dehors de Briey **et de péage d'autoroute** sont également remboursés à l'agent. Ces frais ne donneront droit à remboursement que sur présentation de justificatifs.

Il est proposé par ailleurs d'indemniser **les agents de la Ville en mission à l'étranger**, sur la base de leurs **frais réels et sur présentation des pièces justificatives correspondantes pour les frais de transport et d'hébergement** et sur la base des taux d'indemnités journalières alloués aux personnels de l'Etat en mission temporaire à l'étranger pour les frais de restauration.

S'agissant **du remboursement des frais engagés par les élus de la Ville de Briey**, les frais de séjours (frais d'hébergement et de restauration) engagés à l'occasion de missions **sur le territoire métropolitain** sont remboursés forfaitairement en vertu de l'article R.2123-22-1 du code général des collectivités territoriales.

Le remboursement forfaitaire s'effectue dans la limite du montant des indemnités journalières allouées à cet effet aux fonctionnaires de l'Etat, selon les modalités du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 (article 3), soit :

- **frais de restauration** : sur la base d'un forfait défini par la réglementation en vigueur. L'indemnité de repas sera allouée lorsque l'élu se trouve en mission pendant la totalité de la période comprise entre onze heures et quatorze heures pour le repas de midi et pendant la totalité de la période comprise entre dix-huit heures et vingt et une heures, pour le repas du soir.

- **frais d'hébergement** : remboursement sur présentation des justificatifs et selon la réglementation en vigueur. L'indemnité de nuitée sera allouée lorsque l' élu se trouve en mission pendant la totalité de la période comprise entre zéro heure et cinq heures, pour la chambre et le petit déjeuner
- **achat des titres de transport** commandés par l'intermédiaire de la Ville de Briey auprès de la société titulaire du marché concernant la fourniture des titres de transport, s'il y a lieu. Les frais de parking en dehors de Briey et de péage d'autoroute sont également remboursés à l' élu. Ces frais ne donneront droit à remboursement que sur présentation de justificatifs.

Il est proposé d'indemniser **les élus en mission à l'étranger** selon les modalités définies pour les agents de la Ville de Briey, à savoir, **sur la base de leurs frais réels et sur présentation des pièces justificatives correspondantes pour les frais de transport et d'hébergement** et sur la base des taux d'indemnités journalières alloués aux personnels de l'Etat en mission temporaire à l'étranger pour les frais de restauration.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales

VU les décrets visés et décrits ci-dessus,

VU les arrêtés ministériels visés et décrits ci-dessus,

Le conseil municipal, à l'unanimité :

- **AUTORISE** l'indemnisation des agents en mission sur présentation des pièces justificatives correspondantes, selon les modalités décrites ci-dessus,
- **AUTORISE** le remboursement des frais des élus de la Ville de Briey dans les conditions précitées ci-dessus.

08 - AUTORISATION DE SIGNATURE DU DOCUMENT ADMINISTRATIF POUR LA CESSION AU PROFIT DE LA VILLE DE BRIEY D'UNE PARTIE DE LA PARCELLE CADASTREE D 2499 P

Le Centre Polyvalent de l'Information a été construit par la Ville de Briey sur un terrain appartenant au Centre Hospitalier François Maillot.

Les documents et informations relatifs au permis de construire ont été transférés au service du cadastre dès obtention de l'autorisation de construire et l'immeuble bâti relève du patrimoine de la Ville de Briey qui loue les locaux aux services du Conseil Général (Territoire d'Actions Médico-Sociales), du Centre Hospitalier François Maillot et du Syndicat Intercommunal des Transports Scolaires.

Afin de créer une identité de propriétaire, à savoir la Ville de Briey, entre le terrain d'assiette et l'immeuble bâti, il est proposé au conseil municipal de décider de l'achat dudit terrain à l'euro symbolique. Ce terrain comprend également le parking et une partie des espaces verts conformément au plan annexé à la présente.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU les délibérations du conseil d'administration du Centre Hospitalier François Maillot en date des 28 février 1990 et 13 octobre 1997,

VU l'avis de France Domaine,

VU le plan ci-annexé,

Le conseil municipal, à l'unanimité :

- **DECIDE** l'achat à l'euro symbolique par la Ville de Briey sur le Centre Hospitalier François Maillot, d'une partie du terrain cadastré section D, parcelle 2499 P, d'une superficie de 2 500 m²,
- **CHARGE** la SCP DEHOVE de CONFLANS en JARNISY d'établir le document d'arpentage à la charge de la Ville de Briey en application du marché public n° 33/2005,
- **PRECISE** que l'aliénation aura lieu par acte de vente sous la forme administrative rédigé par le Service de l'Aménagement et de l'Urbanisme de la Ville de Briey,
- **AUTORISE** le maire ou un adjoint à signer l'acte de vente et toutes les pièces administratives s'y rapportant et autoriser le Maire à authentifier ledit acte.

09 - CESSION D'UNE PARTIE DU TERRAIN COMMUNAL CADASTREE ZA 247 A LA SAS BRIEYDYS

Afin de permettre la construction de nouvelles surfaces commerciales, la Société par Actions Simplifiées (SAS) BRIEYDYS a formulé le souhait d'acquérir une partie de la parcelle ZA 247 pour une superficie de 450 m² située entre l'avenue Marguerite PUHL-DEMANGE et le parking du magasin SUPER U, conformément au plan annexé à la présente. La société projette la construction d'une surface de 900 m² divisée en plusieurs cellules sur le terrain susvisé et sur un terrain de 450 m² jouxtant ce dernier dont elle est propriétaire.

Les cellules en question permettront de créer des activités répondant aux attentes formulées par les habitants de BRIEY dont le nombre a largement augmenté mais également d'attirer des habitants des villes voisines. La Chambre du Commerce et de l'Industrie, tout en soulignant l'existence d'une zone de chalandise importante, a récemment rappelé que la Ville de Briey étaient confrontée à une « fuite de la clientèle », compte-tenu du manque de commerces et d'activités proposés dans certains domaines (bricolage, jardinerie ou encore électroménager).

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'avis de France Domaine ci-annexé,

VU le courrier de la SAS BRIEYDYS,

VU le plan ci-annexé,

Le conseil municipal, à l'unanimité :

- **DECIDE** la vente d'une partie du terrain cadastré section ZA, parcelle 247, d'une superficie de 450 m² au prix de 12 000 € hors droits et taxes à la SAS BRIEYDYS, représentée par son gérant M. Patrice BARBIERI et dont le siège social est installé à BRIEY,
- **PRECISE** que la signature de l'acte de vente est conditionnée par l'obtention de l'avis favorable de la Commission Départementale d'Équipement Commercial (CDEC) qui devra être sollicitée par l'acquéreur dans un délai de douze mois à compter de la notification de la présente délibération,
- **PRECISE** que la Ville de Briey sollicite la mise en place d'une faculté de réméré avec restitution du prix de vente si les fondations de l'immeuble projeté ne sont pas réalisées dans un délai de 36 mois et le gros œuvre, y compris les finitions, dans un délai de 48 mois suivant la signature de l'acte de vente,
- **CHARGE** l'Office Notarial de BRIEY de rédiger l'acte de vente avec la participation du Notaire de l'acquéreur le cas échéant,
- **AUTORISE** le Maire ou un adjoint à signer l'acte de vente et toutes les pièces s'y rapportant.

10 - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN BIEN IMMOBILIER ENTRE LA VILLE DE BRIEY ET L'E.P.F.L.

Le développement de la ville de Briey se caractérise par un important essor démographique amenant celle-ci à engager une politique volontariste d'aménagement de son territoire.

C'est ainsi que s'est amorcée une réflexion très large sur la création de nouveaux services publics à destination des habitants (nouveau groupe scolaire, pôle de l'emploi, etc.) et encore plus largement d'amélioration du cadre de vie impliquant d'importantes opérations de requalification urbaine et de traitement systématique des friches industrielles.

C'est dans ce sens qu'a été examiné le site industriel utilisé par l'Union Sidérurgique de l'Énergie (filiale EDF), appartenant actuellement à Réseau Transport Électricité (RTE), d'une superficie de 1ha 90 environ.

Aujourd'hui, ce site désaffecté situé en plein centre urbain présente de nombreux avantages par sa proximité immédiate d'un collège et du centre administratif de la Ville Haute.

C'est pourquoi la Ville a souhaité l'acquérir de manière à se constituer une réserve foncière pouvant répondre à ses projets de développement et à solliciter l'E.P.F. Lorraine pour qu'il assure le portage financier de l'opération d'acquisition.

A cet effet, par délibération en date du 26 septembre 2006, le conseil municipal a, à l'unanimité, approuvé la convention foncière entre la Ville de Briey et l'E.P.F.L. et autorisé le Maire à la signer.

Cette convention a été signée par les deux parties le 27 novembre 2006, l'E.P.F.L. procédant, pour le compte de la Ville, à l'acquisition des biens immeubles concernés le 7 juin 2007 à l'occasion d'une signature officielle organisée en Mairie de Briey.

A la demande de la Ville et afin de lui permettre de maîtriser le développement de ce site et d'assurer la maîtrise d'ouvrage de ses projets de développement, l'E.P.F.L. a transmis à Monsieur le Maire, par courrier en date du 12 juin 2007, un projet de convention de mise à disposition à titre gratuit des biens ci-dessus désignés.

Cette mise à disposition précaire et révocable vaut transfert de jouissance et de gestion et entraîne une subrogation de la Ville de Briey dans ses devoirs et obligations de l'E.P.F.L.

La date d'effet de cette convention est fixée au lundi 9 juillet 2007.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du conseil municipal en date du 26 septembre 2006 approuvant la convention foncière entre la Ville de Briey et l'E.P.F.L.,

VU le projet de convention de mise à disposition d'un bien immobilier entre la Ville de Briey et l'E.P.F.L. pour le site RTE, ci-annexé,

Le conseil municipal, à l'unanimité :

- **APPROUVE** la convention de mise à disposition d'un bien immobilier entre la Ville de Briey et l'E.P.F.L. pour le site RTE,
- **AUTORISE** le Maire à signer ladite convention et les avenants s'y rapportant.

11 - AVENANT N° 1 AU MARCHE DE TRAVAUX EUROVIA – REQUALIFICATION URBAINE ET PAYSAGERE DE LA RUE DE NAPATANT

Afin de prendre en compte la demande des riverains de la rue de Napatant formulée à l'occasion d'une réunion publique sur le projet d'aménagement, il est proposé d'approuver le projet d'avenant n° 1 au lot n° 1 – voirie – du marché n° 15/2007 relatif à la requalification urbaine et paysagère de la rue de Napatant attribué à l'entreprise EUROVIA. Celui-ci porte sur la mise en place de dalles perforées sur les parkings créés à l'occasion des travaux en lieu et place des enrobés prévus initialement. L'objectif de cette modification est de se rapprocher de la typologie des aménagements des abords de la cité radieuse située à proximité immédiate de la rue de Napatant.

Par ailleurs, le système de dalles perforées permet une infiltration des eaux pluviales directement dans le milieu naturel, ce qui s'inscrit dans la logique de développement durable.

Les travaux en question, dont le détail est indiqué dans le projet d'avenant ci-annexé, représentent une plus value de 13 207,38 € HT, soit 15 796,02 € TTC, qui correspond à une augmentation de 5,56 % du montant du lot n° 1 (237 399,11 € HT) et de 4,4 % du montant global du marché (299 973,11 € HT).

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code des Marchés Publics,

VU l'avis de la Commission d'Appel d'Offres du 2 juillet 2007,

VU le projet d'avenant n° 1 au lot n° 1 ci-annexé,

Le conseil municipal, à l'unanimité :

- **APPROUVE** le choix de la Commission d'Appel d'Offres,
- **AUTORISE** le Maire à signer ledit avenant.

12 - CONVENTION ENTRE LA VILLE DE BRIEY ET GAZ DE France POUR LE LOTISSEMENT COMMUNAL « LES MERISIERS »

Dans le cadre de la création de six parcelles, Allée de l'Abbé Pierre, et de la construction d'un Hôtel de Police, avenue Marguerite PUHL-DEMANGE, Gaz de France propose la signature d'une convention d'extension du réseau gaz naturel.

Celle-ci a pour objet de définir les conditions de réalisation et de financement des ouvrages de distribution publique nécessaires à l'alimentation en gaz naturel des terrains, y compris les branchements, selon le descriptif du programme prévisionnel des travaux.

L'alimentation en gaz naturel a pour objet la mise à disposition aux acquéreurs des terrains l'énergie gaz naturel pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire, la climatisation des bâtiments ainsi que pour les procédés industriels.

Cette convention prévoit la prise en charge par Gaz de France de l'alimentation des terrains susvisés, dont le coût s'élève à 6 066 € HT, la Ville de Briey conservant uniquement à sa charge les travaux de terrassement. Les acquéreurs des lots créés Allée de l'Abbé Pierre devront quant à eux financer les branchements et travaux liés exclusivement à leur habitation.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le projet de convention de Gaz de France, consultable au Service de l'Aménagement et de l'Urbanisme,

Le conseil municipal, à l'unanimité :

- **APPROUVE** le projet de convention d'extension du réseau gaz naturel du lotissement « Les Merisiers 2 »,
- **AUTORISE** le Maire à signer ladite convention

13 - CESSION A LA VILLE DE BRIEY PAR LA SOCIETE IMMALDI D'UNE PARTIE DE LA PARCELLE CADASTREE ZC 91

Le Code de l'Urbanisme précise que la cession gratuite de 10 % du terrain d'assiette d'un projet faisant l'objet d'un permis de construire peut être exigée par l'autorité qui délivre ledit permis.

Aussi, l'arrêté municipal du 19 octobre 2004 accordant le permis de construire n° 054 099 04 B 0010 relatif au projet de magasin ALDI prévoit la cession à l'euro symbolique à la Ville de Briey d'une partie de la parcelle ZC 91 repérée sur le plan ci-annexé pour 10 % de la surface totale du terrain d'assiette du projet, soit 910 m².

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 332-6 et R 332-15,

VU l'arrêté municipal du 19 octobre 2004 accordant le permis de construire n° 054 099 B 0010 à M. Jean-Marie HEVIN et l'arrêté municipal du 29 novembre 2005 transférant ledit permis à Melle CHARPENTIER, représentant la société IMMALDI et Cie,

VU l'avis de France Domaine,

VU le plan ci-annexé,

Le conseil municipal, à l'unanimité :

- **DECIDE** l'achat à l'euro symbolique par la Ville de Briey à la société IMMALDI et Cie, sise 13 rue Clément Ader à 77230 DAMMARTIN-EN-GOELE d'une partie du terrain cadastré ZC, parcelle 91, d'une superficie de 910 m²,

- **CHARGE** la SCP DEHOVE de CONFLANS-EN-JARNISY d'établir le document d'arpentage à la charge de la Ville de Briey en application du marché public n° 33/2005,
- **CHARGE** l'Office Notarial de BRIEY de rédiger l'acte de vente avec la participation du Notaire du vendeur le cas échéant
- **AUTORISE** le Maire ou un adjoint à signer l'acte de vente et toutes les pièces administratives s'y rapportant.

14 - VENTE D'UNE PARTIE DU TERRAIN CADASTRE SECTION AA PARCELLE 369

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU l'avis de France Domaine en date du 1^{er} février 2007,
VU le courrier de M. Jean-Paul SALTON,
VU le plan ci-annexé,

Le conseil municipal, à l'unanimité :

- **DECIDE** la vente d'une partie du terrain cadastré section AA, parcelle 369, anciennement 221, pour la surface de 46 m² au prix de 1 200 € hors droits et taxes à M. Jean-Paul SALTON, demeurant 15, rue Lyautey à BRIEY,
- **PRECISE** que les frais relatifs à l'établissement du document d'arpentage sont à la charge de l'acquéreur,
- **CHARGE** l'Office Notarial de Briey de rédiger l'acte de vente avec la participation du Notaire de l'acquéreur, le cas échéant,
- **AUTORISE** le Maire ou un adjoint à signer l'acte de vente et toutes les pièces s'y rapportant.

15 - REPARTITION DE LA SUBVENTION A L'UNION SPORTIVE BRIOTINE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU la délibération du conseil municipal en date du 29 mai 2007 relative l'attribution de subventions aux sections sportives de l'U.S.B.,
VU les statuts de l'Union Sportive Briotine en date du 5 juin 1959,
VU le tableau de répartition transmis par l'Union Sportive Briotine en date du 13 juin 2007,

Le conseil municipal, à l'unanimité moins deux voix contre (D. GALOIS et D. ROSE) et une abstention (JC GABRIEL) :

- **ACCEPTE** la répartition aux différentes sections de l'U.S.B, suivant le tableau annexé à la présente délibération, proposé par l'Union Sportive pour l'année 2007 pour un montant de 35 562 euros et dont il appartient aux services de la Ville de Briey de ventiler les sommes allouées à chaque section de l'Union Sportive,
- **PRECISE** que le reliquat pour l'année 2007 s'élève à 1 872 euros.

16 - OUVERTURES ET VIREMENTS DE CREDITS

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU la délibération du conseil municipal en date du 27 mars 2007 relative au budget primitif 2007 de la commune de Briey,

Le conseil municipal, à l'unanimité, moins une abstention (ML MUZARELLI) :

- **APPROUVE** les ouvertures et virements de crédits suivant les tableaux ci-annexés.

17 - REMBOURSEMENT D'ASSURANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le sinistre survenu le 14 décembre 2006 (éléments de voirie endommagés avenue Albert de Briey – arrière du Centre des Impôts),
VU le courrier en date du 18 juin 2007 de la compagnie AXA France proposant le remboursement pour un montant de **787 euros**,

Le conseil municipal, à l'unanimité :

- **ACCEPTE** le remboursement ci-dessus indiqué.

18 - ADHESION A LA FEDERATION DES FRANCAS – ANNEE 2007

Le montant de la cotisation forfaitaire d'adhésion à la Fédération des Francas pour l'année 2007 est fixé à 62 euros.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le conseil municipal, à l'unanimité :

- **RENOUVELLE** l'adhésion de la commune à la Fédération des Francas pour l'année 2007, pour le montant de la cotisation forfaitaire de 62 euros.

19 - SUBVENTION A L'AMICALE DE MEURTHE ET MOSELLE NORD DE « CEUX DE VERDUN »

Par courrier en date du 28 mai 2007, l'amicale de Meurthe-et-Moselle Nord «Ceux de Verdun», affiliée à la Fédération des Association d'Anciens Combattants de VERDUN, a sollicité une subvention.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du conseil municipal en date du 31 mai 2005 fixant les modalités d'attribution des subventions aux associations,

VU la délibération du conseil municipal en date du 27 mars 2007 relative au budget primitif de la commune pour l'année 2007,

Le conseil municipal, à l'unanimité, F. DIETSCH ne prenant pas part au vote :

- **ATTRIBUE** une subvention de 50 euros à l'Amicale de Meurthe-et-Moselle Nord de « Ceux de Verdun ».